

Convention collective régionale

IDCC : 1980. – **COMMISSIONNAIRES EN DOUANE
ET AGENTS AUXILIAIRES
DE LA MARTINIQUE
(6 décembre 1996)**

(Bulletin officiel n° 1997/12 bis)

*(Etendue par arrêté du 19 août 1997,
Journal officiel du 28 août 1997)*

■ *Journal officiel* du 29 décembre 2006

**Arrêté du 14 décembre 2006 portant extension d'un avenant à la
convention collective des commissionnaires en douane et agents
auxiliaires de la Martinique (n° 1980)**

NOR : SOCT0612527A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 131-1 et suivants du code du travail ;

Vu les arrêtés du 19 août 1997 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 4 octobre 2005, portant extension de la convention collective des commissionnaires en douane et agents auxiliaires de la Martinique du 6 décembre 1996 et des textes la modifiant et la complétant ;

Vu l'avenant n° 7 du 25 juillet 2006, relatif aux salaires, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 18 octobre 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 28 novembre 2006,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des commissionnaires en douane et agents auxiliaires de la Martinique, les dispositions de l'avenant n° 7 du 25 juillet 2006, relatif aux salaires, à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 décembre 2006.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/39, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.